

6 ans de réconciliation : le chantage des «résiduels»

En marge du colloque organisé récemment par *El Watan*, l'historien Mohamed Harbi évoquait, dans un entretien, la nécessité de réexaminer dans la clarté la notion du «vivre-ensemble» afin de dénouer la crise qui mine le pays depuis un quart de siècle. A l'évidence, la prudente litote dont il fait usage pour parler de nos fractures désigne sans les nommer nos rapports contradictoires avec tout ce qui représente la place de la religion dans le fonctionnement de l'Etat et les nuisances de ses factions djihadistes dans la paix sociale.

Sans doute que les référents de la religion dans la définition même de l'Etat remontent à la source et sont soulignés par les différentes constitutions. Sauf que dans la praxis, ils sont devenus comminatoires à partir des années 1980. Et que le laxisme idéologique du pouvoir permit l'éclosion d'une revendication parallèle au sein du système monolithique qui décrètera alors que seule la religion était l'alpha et l'oméga de la nation. Alors l'Islam en tant que spiritualité devint l'Islamisme alternatif avec tout ce que connotent de péjoratifs les suffixes en «isme».

Sans trop s'attarder sur le rôle néfaste de la mosquée, transformée en tribune pour l'imprécation, ni également décrire par le détail le formatage pédagogi-

que de l'école livrée sans partage à un corps d'enseignants «coranisés» et obtus, il faut dire que c'est grâce à ces deux leviers que l'islamisme était parvenu à diffuser une autre perception de la nation. Celle qui ne peut se concevoir en dehors du strict communautarisme religieux. En somme, la profondeur de la crise nationale a pour origine principale la faillite du «novembrisme» originel, mal interprété sûrement, mais surtout fâcheusement détourné par une camarilla d'apparatchiks. En effet, le grand virage du parti unique lors de ses deux congrès de la décennie 1980 n'y fut pas pour peu de choses. La montée en puissance d'une idéologie de substitution très tôt qualifiée de «salafia – baathiste» livra le FLN à la pire dérive fasciste. Ce sera la première victoire de l'islamisme. Dès lors, celui-ci ne fera que consolider ses bastions dans l'appareil d'Etat jusqu'à imposer ses normes au plus modeste commis du service public. Sans lésiner sur les procédés d'intimidation, il demeurera cependant à l'ombre jusqu'à sa légalisation politique au lendemain du 5 octobre 1988. Par la suite de quelques péripéties l'ayant opposé à une résistance, encore dans les limbes, il substituera tout naturellement le fusil à la délibération démocratique jusqu'à ce que les Algériens découvrent ce que cache

son populisme. Une alternative barbare qui ne fait plus de quartier dans ce huis clos qu'est devenue l'Algérie. L'incurie de l'Etat sous le chadisme crépusculaire l'y avait encouragé d'une certaine manière. Et c'est seulement au lendemain de 1992 que consensuellement les institutions de la République organiseront la riposte au plus fort de la guerre quasi civile qu'il livra à la population. C'est donc à la stratégie du «tout sécuritaire» que le pays doit sa survie et partant l'échec du djihadisme local consommé.

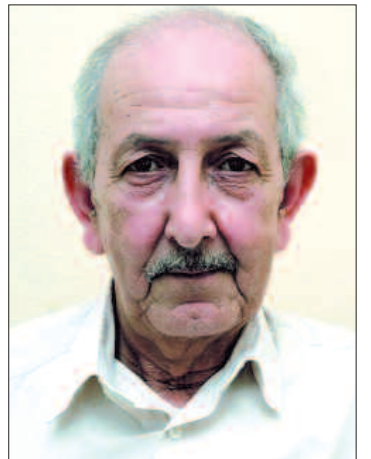
Or Bouteflika, dès son investiture, avait estimé que la réponse militaire était insuffisante même si à un moment elle était nécessaire. La paix, selon lui, doit passer impérativement par le sas du dialogue politique. Sa démarche, d'abord «concordataire» (septembre 2000) puis «réconciliatrice» (la charte de septembre 2005) a-t-elle aujourd'hui installé durablement le pays dans un «vivre ensemble» serein ? Certainement pas si l'on prête vaguement l'oreille au silence assourdissant du régime qui n'ose plus en célébrer les bienfaits même les jours anniversaires, comme ce 29 septembre. Car si l'on se réfère aux analystes sérieux⁽¹⁾, toute la philosophie de Bouteflika s'est, en quelque sorte, diluée dans «une construction juridique qui se voulait astucieuse (plutôt) que

dans un édifice fondé sur une véritable négociation et un véritable consensus».

Effectivement, le document de la charte a été en son temps perçu par les spécialistes comme un chef-d'œuvre de rhétorique politicienne où s'entremêlent l'imprécision et les poncifs. En un mot, la périphrase pour le rendre obscur. Entre autres exemples celui concernant les terroristes qui, sous la plume inspirée des rédacteurs, deviennent des «individus» (sic) ayant une «activité armée» ! Même des distinguos sont de mise qui insistent sur la nature de leur exaction, voire sur la possibilité de l'extinction des poursuites. Mieux ou pire, le vocable «amnistie», qui était soigneusement évacué de la loi 2005, est aujourd'hui dans l'usage officiel, selon Maître Ksentini, le porte-plume des droits de l'homme du président⁽²⁾.

Quant à la négociation et au consensus, ces deux préalables indiscutables dans pareil cas, ils furent solubles dans la mascarade référendaire qui n'est rien d'autre qu'un passage en force sous nos latitudes. Autrement dit, l'impératif débat contradictoire qui doit précéder le lapidaire choix entre un «oui» et un «non» est le seul qui valide tout plébiscite. Or, le 29 septembre 2005 n'a jamais été la consécration de ce genre de délibération.

C'était donc de la politique du fait accompli



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

qu'était née notre illusion de paix. Six années plus tard, que reste-t-il de celle-ci ? Statistiquement ceci : 13 attentats majeurs entre 2007 et août 2011 occasionnant 256 morts et 635 blessés⁽³⁾. Une hypothétique stratégie à laquelle s'accroche le pouvoir en recourant à la méthode Coué ! Celle qui veut toujours nous convaincre que le terrorisme est «résiduel» chaque fois qu'il frappe.

B. H.

(1) – Lire l'interview de Mohamed Chafik dans *Liberté* du 29 septembre.

(2) – Voir *Le Soir d'Algérie* du 29 septembre à propos des déclarations de Farouk Ksentini au sujet de l'amnistie.

(3) – Source des statistiques *Liberté* du 29 septembre.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



La fetwa d'Abou Farouk El Ksentini !

Le SMIG passe à 1 8000 dinars. Saluons la performance. Parce qu'arracher...

3 000 dinars à H'mimed...

Se faisant de plus en plus pressant, voire un brin lourdingue, Farouk Ksentini, de la tribune d'El Moudjahid ce week-end, a littéralement exigé que soit déterminée, fixée dans le temps la durée de suspension du FIS et de celle de ses membres. Le fonctionnaire des droits de l'homme est même allé plus loin demandant que les sanctions empêchant les gens du FIS de revenir à l'activité politique soient individuelles et pas collectives. Même Benhadjar n'est pas allé jusqu'à ce niveau de revendication ! Je me demande alors pourquoi Abou Farouk El Ksentini ne prend pas la carte du FIS ! Eh oui ! Ça serait tellement plus en adéquation avec les campagnes forcenées que cet homme, payé avec les deniers publics, c'est-à-dire avec votre argent, mène depuis des lustres pour réhabiliter le Front islamique du salut. Mon Dieu ! Pourquoi n'utilise-t-il pas alors de ses entrées au Palais pour y déposer une demande de réagrément du FIS ? Au moins, là, il évoluerait au grand jour, avec un tee-shirt clairement frappé des trois lettres : F.I.S. Et pas de la manière dont il continue d'évoluer en ce moment. C'est-à-dire avec le même tee-shirt, sur lequel il jette précipitamment un blouson neutre dès que l'on regarde de plus près son comporte-

ment, ses prises de position et ses demandes. Ce jeu de cache-cache est malsain, ya Abou Farouk ! Sorts à Dieu nu, et il te vêtira ! D'un kamis ou d'un costume pachtoun, mais il te vêtira ! Ceux qui ne te vêtiront pas, par contre, ce sont tous ces Algériennes et Algériens qui ne comprennent toujours pas le détournement au grand jour de la vocation première d'un observatoire comme celui que tu diriges. Très vite, cette instance pourtant étatique, annexée au Palais, indexée officiellement au listing des institutions de la République, s'est transformée en outil de défense exclusive des familles de disparus, des activistes du FIS et en organe hyper pointilleux de supervision comptable des indemnités versées ou à verser aux tingos repentis. Ce dérapage brouille la lisibilité politique des uns et des autres. Le Palais nomme qui il veut à la tête de son observatoire des droits de l'homme. Mais il doit quand même veiller à ne pas le confier au «Monsieur FIS» de ces deux dernières décennies. C'est une question de crédibilité, si l'on peut encore évoquer la crédibilité dans cette contrée. Et de son côté, le «Monsieur FIS» en question doit assumer courageusement son combat, s'engager enfin à tomber le blouson terne et incolore et ne garder que le tee-shirt. Le djihad pour le retour du FIS sous la bannière des droits de l'homme, c'est un peu... faux-cul, Ya Abou Farouk ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.